



**Déclaration de S.E. Mgr Mariano Crociata, Président de la Commission des
Évêques de l'Union Européenne (COMECE) sur la crise humanitaire, sécuritaire
et politique en République Démocratique du Congo (RDC)**

« *Si un seul membre souffre, tous les membres partagent sa souffrance* »
(Cor. 12:26)

En tant que Président de la Commission des Évêques de l'Union européenne (COMECE), je tiens à exprimer ma profonde tristesse et mon inquiétude face à la situation catastrophique qui prévaut à Goma et dans ses environs, en République démocratique du Congo (RDC). Profondément ému par les circonstances horribles que S.E. Mgr Willy Ngumbi Ngeengele, évêque de Goma, a partagées lors d'une récente visite au Secrétariat de la COMECE, j'exhorte l'Union européenne et la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour assurer la cessation des hostilités ainsi qu'un respect absolu de la dignité humaine et du droit international.

La ville de Goma, pôle humanitaire, économique et de transport vital dans l'est de la RDC, à proximité du Rwanda, a été plongée dans le chaos après avoir été prise par les rebelles du M23 et leurs alliés. Selon des chiffres récents des Nations unies, près de 3.000 personnes sont mortes et plus d'un million ont été déplacées au cours des dernières semaines. Des milliers de personnes se sont réfugiées dans des églises, des écoles et des camps de fortune en raison de la pénurie de nourriture, d'eau et de fournitures médicales. Des hôpitaux, y compris des établissements gérés par l'Église comme l'hôpital général de la Charité Maternelle, ont été bombardés, tuant tragiquement des nouveau-nés et blessant gravement des civils. Les agences catholiques font état de conditions désastreuses, avec des hôpitaux débordés et des violences sexuelles endémiques.

Se joignant à l'appel du Pape François aux « autorités locales et à la communauté internationale pour qu'elles fassent tout leur possible pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques », la COMECE salue la récente allocation par l'Union européenne de 60 millions d'euros d'aide humanitaire et appelle à des efforts accrus pour s'assurer que l'aide parvienne aux personnes les plus vulnérables. L'accès humanitaire sans restriction aux zones de conflit et la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, contre la violence et l'exploitation doivent être garantis. Le soutien à l'éducation, à la santé et à l'hébergement par le biais de partenariats avec les réseaux d'églises locales, qui restent une bouée de sauvetage pour les personnes déplacées, doit se poursuivre.

Les causes profondes de cette crise - des décennies d'exploitation des ressources, d'ingérence étrangère et de violence cyclique - exigent du courage politique et un dialogue diplomatique. Nous saluons l'appel à un « Pacte social pour la paix et la coexistence en République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs », une feuille de route des Églises catholiques et protestantes pour mettre fin à la violence et promouvoir la coexistence pacifique et la cohésion sociale. Tout en promouvant un processus de paix inclusif avec l'implication des Églises et de la société civile, la COMECE encourage l'UE à soutenir également les efforts de médiation internationaux et régionaux, y compris les mesures de stabilisation récemment convenues lors du sommet conjoint entre la Communauté d'Afrique de l'Est et la Communauté de Développement de l'Afrique australe (Southern African Development Community).

L'implication d'armées et de milices étrangères, en particulier le soutien présumé du Rwanda au M23, constitue une grave violation du droit international. L'annonce par les rebelles du M23 de leur intention d'étendre le conflit pour atteindre la capitale et contrôler le pays représente un défi majeur pour la RDC et la région. L'UE et la communauté internationale doivent faire pression sur ces acteurs pour qu'ils cessent de soutenir le M23, qu'ils négocient de bonne foi, qu'ils respectent l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC et qu'ils mettent fin à l'exploitation de ses ressources naturelles.

Les considérations économiques ne doivent pas compromettre l'engagement de l'UE envers ses valeurs et principes fondamentaux. Nous appelons le Parlement Européen à soutenir les appels à l'adoption de sanctions ciblées et à la réévaluation des termes de la coopération économique, y compris le *'protocole d'accord sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières'* avec les responsables des violations des droits de l'homme et du droit international. De plus, tout en condamnant le pillage des ressources naturelles, nous appelons à une plus grande transparence dans les pratiques minières qui alimentent les conflits, y compris l'application de cadres de diligence raisonnable sur les chaînes d'approvisionnement liées aux minéraux congolais (par exemple le cobalt, le coltan et l'or).

Je souhaite assurer les évêques de la RDC de nos prières continues pour la population en souffrance et pour une paix juste et durable. La COMECE suivra de près la situation sur le terrain et restera disponible pour transmettre aux institutions de l'UE les préoccupations, perspectives et initiatives de l'Église locale.